

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Lille, le [cf. Date de signature]

Références : 2022-V1-489  
Code AIOT : 0007001075

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

- Objet :** Société NOVIAL – Établissement de Noyelles-sur-Escout  
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires
- Réf. :** Dossier de réexamen et mémoire justificatif d'exemption de rapport de base transmis au préfet par courrier du 30/11/2020
- Pl :** Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

### **1. Activités et situation administrative de l'établissement**

La société NOVIAL exploite sur la commune de Noyelles-sur-Escout des installations de fabrication d'aliments pour animaux.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29/12/2000 modifié le 13/11/2009.

Elles sont classées plus particulièrement au titre de la rubrique IED suivante :

- **3642 – 2 :** Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :
  - uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour : > 300 t/j – 250 000 t/an selon l'arrêté préfectoral du 13/11/2009.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

### **2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables**

#### **2.1 Dossier de réexamen**

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des

prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3642.2 sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 4 décembre 2020 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier du 30 novembre 2020 visé en référence.

## **2.2 Révision des prescriptions et délai d'application**

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3642.2 comme l'établissement NOVIAL de la commune de Noyelles-sur-Escaut, l'exploitation en conformité avec les MTD des industries agroalimentaires doit donc être effective pour le 4 décembre 2023.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642.2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée : 3642, 3643 ou 3710.

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est applicable dans un délai de 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 pour les installations existantes et acte de l'application des MTD pour le secteur de l'agroalimentaire.

## **3. Instruction du dossier de réexamen**

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- procédés de fabrication pour les aliments composés des installations de : dosage, broyage, mélange, mélasse, granulation, traitement thermique de farines, séchage-refroidissement, émiettage, tamisage, enrobage ;
- installations et activités connexes :
  - installation de réception et stockage en vrac des matières solides et liquides ;
  - poste de conditionnement : atelier d'ensachage ;
  - entrepôts : matières premières et produits en sacs big-bags ;
  - installation de dépoussiérage centralisée ;
  - chaufferie vapeur ;
  - réchauffage des liquides ;
  - stockages combustibles liés à la chaufferie et au réchauffage des liquides ;
  - compresseurs ;
  - atelier de charge d'accumulateurs.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur de l'agroalimentaire qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020 *	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous
5 & 17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	15.2	Alimentation animale/ procédés spécifiques

*\* AMPG FDM : arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019. En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement a été réalisé par l'exploitant.

Ces installations ne sont, à ce jour, pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le secteur de l'agroalimentaire qui lui sont applicables ;

- toutefois, la mise en conformité complète de ses installations avant l'échéance réglementaire du 4 décembre 2023 rappelée plus haut est accessible ;
- il propose pour ce faire un calendrier de mise en conformité. Celui-ci ne concerne que les MTD suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	Surveillance à réaliser aux points clés du procédé : - sur le réseau de rejet canalisé de la purge chaudière ; - sur le réseau de rejet canalisé des eaux pluviales (travaux de mise en conformité des réseaux à venir cf. arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2021)	04/12/23
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	Contrôle des eaux de purge de chaudière et des eaux pluviales (des VLE mais pas de fréquence de surveillance dans l'arrêté préfectoral d'autorisation)	04/12/23
5 & 17	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	Surveillance annuelle des émissions canalisées de poussières sur les broyeurs et refroidisseurs de granulés dans le respect des niveaux d'émissions associés (pas de VLE dans l'arrêté préfectoral d'autorisation)	04/12/23

#### **4. Instruction du rapport de base**

##### **4.1. Rappel du contexte réglementaire**

La transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED », adoptée en 2010 a été finalisée le 2 mai 2013. La directive IED est une refonte de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « IPPC », et de six autres directives sectorielles.

Les dispositions en matière de protection des sols et de remise en état sont notamment développées. La directive prévoit, dans certains cas, l'obligation de réaliser un « rapport de base » définissant l'état du sol et des eaux souterraines. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur),
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

##### **4.2. Contenu du dossier**

###### **4.2.1. Description du site et de son environnement**

###### **- Périmètre IED**

Conformément à l'article R. 515-58 du code de l'environnement, le périmètre IED correspond à l'ensemble des zones géographiques du site accueillant les installations suivantes, ainsi que leur périmètre d'influence en matière de pollution des sols et des eaux souterraines :

- les installations relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature ICPE ;
- les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le mémoire transmis précise les installations relevant de la rubrique 3642 et entrants dans le périmètre IED. Celles-ci sont les mêmes que celles définies au paragraphe 3 du présent rapport.

#### - Identification des substances et mélanges dangereux pertinents utilisés, produits ou rejetés au sein du périmètre IED

L'exploitant a réalisé un inventaire des substances dangereuses utilisées dans le cadre du procédé de fabrication en précisant pour chaque produit ses mentions de danger, son état physique, la quantité maximale présente sur site et les mesures de protection existantes. Il ne retient aucune des substances dangereuses pour l'environnement recensées sur la base du motif suivant :

- le seul produit dangereux recensé dans le périmètre IED est le fuel destiné à alimenter le système de réchauffage des cuves liquides. Il est stocké dans une cuve de 2,5 m<sup>3</sup> sur rétention et le volume annuel utilisé est de 10,5 m<sup>3</sup>.

#### 4.2.2. Recevabilité du rapport de base

Le document remis par l'exploitant précise que les données collectées relatives à la nature des substances et leurs quantités présentes sur site permettent de constater que :

- le site ne relève pas de substance retenue pour la rédaction d'un rapport de base ;
- l'examen des process industriels et organisation du site montre la présence de substances réputées dangereuses, manipulées en quantité limitée ;
- le site n'est pas installé sur les emprises d'anciennes installations industrielles, qui auraient pu engendrer des contaminations des milieux ;

L'exploitant considère que ses installations liées à l'activité IED ne sont pas susceptibles d'impacter les sols et les eaux souterraines et qu'elles ne sont par conséquent pas soumises à rapport de base.

### **5. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées**

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, il n'y a pas lieu de proposer d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-73 du code de l'environnement.

Nous proposons toutefois à Monsieur le Préfet au moyen du projet de courrier joint au présent rapport, de :

- prendre acte de la déclaration de l'exploitant quant à l'exploitation de ses installations dans le respect des meilleures techniques disponibles applicables à son secteur d'activité ;
- prendre acte du calendrier de mise en conformité présenté par l'exploitant ;
- rappeler à l'exploitant les références des prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- informer l'exploitant que son dossier de réexamen fait foi et que son respect est susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent ;
- prendre acte de la remise du mémoire justificatif d'exemption de rapport de base.

## **ANNEXE 1**

### **Projet de lettre à l'exploitant**



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Lille, le

**Objet:** Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agroalimentaires

**Réf.:** Votre dossier de réexamen et le mémoire justificatif d'exemption du rapport de base transmis par courrier du 30/11/2020

**PJ:** Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité

Monsieur le directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courrier visé en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019. Le respect de ces MTD **vous est applicable à compter du 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je prends acte de votre engagement de mise en conformité** de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le secteur de l'agroalimentaire précitées. **A cette fin, j'ai bien noté le calendrier que vous avez retenu (ci-après), et que je vous demande de respecter :**

N° de la MTD	Objet de la MTD parue au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031	Information éventuelle sur l'action à réaliser par l'exploitant	Délai de mise en conformité
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	Surveillance à réaliser aux points clés du procédé : - sur le réseau de rejet canalisé de la purge chaudière ; - sur le réseau de rejet canalisé des eaux pluviales	04/12/23
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	Contrôle des eaux de purge de chaudière et des eaux pluviales	04/12/23
5 & 17	Surveillance des émissions canalisées dans l'air	Surveillance annuelle des émissions canalisées de poussières sur les broyeurs et refroidisseurs de granulés dans le respect des niveaux d'émissions associés	04/12/23

Pour rappel, les délai et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations à compter du 4 décembre 2023. Aussi, compte tenu de votre engagement de mise en conformité pour le 4 décembre 2023, je ne prends pas de prescriptions complémentaires. **Les dispositions génériques de l'annexe à l'arrêté ministériel vous seront directement applicables à partir du 4 décembre 2023**, ainsi que, concernant votre secteur d'activité, les dispositions dont les références sont rappelées en pièce jointe à la présente lettre.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 4 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter du 4 décembre 2023.

Enfin, je prends acte de la transmission de votre mémoire justificatif d'exemption de rapport de base.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Le préfet**



Pièce jointe :

**Liste des meilleures techniques disponibles (MTD) spécifiques prescrites à votre secteur d'activité**

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. Annexe AMPG FDM 27/02/2020*	Secteur
1	Système de management environnemental (SME)	5	Tous
2	Inventaire	6	Tous
3	Suivi des principaux paramètres de procédé	7.1	Tous
4 & 12	Valeurs limites d'émissions et surveillance des rejets dans l'eau	7.2	Secteurs spécifiques exclus pour certains paramètres
5	(que partie générique = Norme) La fréquence de surveillance est déclinée secteur par secteur.	2	Tous
6	Efficacité Énergétique	8	Tous
7	Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux	9	Tous
8	Choix et utilisation des produits	10.1	Tous
9	Fluides frigorigènes	10.2	Tous
10	Utilisation efficace des ressources	11	Tous
11	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	12	Tous
13	Bruit	13.1	Tous
14	Prévention des émissions sonores	13.2	Tous
15	Odeurs	14	Tous
5 & 17	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air	15.2	Alimentation animale/ procédés spécifiques

*\*Il conviendra de se reporter directement à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour prendre connaissance des éventuelles conditions d'application non retranscrites ici.*